

Préention en santé

Martin Lalinec-Michaud

Citoyen

Québec, mardi 15 avril 2025

Je vais tenter de partir du macro pour aller vers le micro et synthétiser ma pensée.

En premier lieu, je dirais que le MSSS ne détient pas les pouvoirs d'intervention sur les facteurs importants de prévention en santé que sont la nutrition, l'environnement, l'organisation des villes, le logement, l'éducation, et j'en passe.

En deuxième lieu, le gros du budget du MSSS est prélevé par la deuxième et troisième ligne, les médicaments, le salaire des médecins et des professionnels. Comment peut-on protéger un budget qui va prévenir des maladies, physiques, mentales et sociales dans des dizaines d'années quand on cherche à boucler le budget de la « Maladie » actuelle.

Je proposerais donc qu'un budget soit protégé, un pourcentage du budget du MSSS, et alloué à la prévention sous toutes ses formes. Qui pourrait gérer ce budget? Je proposerais que ce soit le premier ministre, qui lui peut influencer sur tous les ministères impliqués. Il faudrait cependant que les décisions prises soient dépolitisées, afin qu'on ne travaille pas à faire des coups d'éclat pour se faire réélire dans moins de 4 ans, mais plutôt desservir la population pour les décennies à venir. Il pourrait y avoir un conseil d'administration de « sages », de citoyens, d'élus, en proportion à déterminer, mais dont les mandats seraient de 7 à 10 ans, avec un renouvellement partiel du groupe aux 2 ans.

Ce groupe animerait les orientations principales et ferait des liens avec le terrain, les villes, les quartiers, les communautés qui pourraient être intéressées à travailler localement avec le support du gouvernement.

Pour avoir travaillé principalement en périnatalité dans ma carrière, je suis probablement un peu biaisé, mais il me semble que tout commence là, pendant la gestation. À l'heure où le monde est connecté mais les gens solitaires et les familles petites et dispersées, je crois qu'un effort important est à donner pour les femmes enceintes vulnérables, mais aussi pour celles qui ne le semblent pas, autour de l'accouchement, qu'il soit un peu moins médicalisé et plus serein, et qu'un support soit présent pendant les premiers mois, les premières années de la vie. On voit très bien l'avantage des enfants nés de milieux favorisés, dans tous les domaines du développement et de la santé physique et mentale. Je crois que le rôle de l'état est de donner une chance égale à tous, dans la mesure du possible, et ainsi améliorer le résultat de santé et de bien être d'une population.

Combien dépense-t-on en dépistage du cancer du colon, du sein, pour des résultats pour le moins peu impressionnants en terme de mortalité et de morbidité populationnelle? Combien dépense-t-on dans des nouvelles chimiothérapies dont le 1/3 seulement ont des preuves d'efficacité? Et si on compare cela aux sommes investies en prévention, support des femmes enceintes et des jeunes familles, je serais curieux d'en savoir la proportion, et ici je ne parle pas du suivi du nourrisson par les infirmières dans les premiers jours de vie. Combien de suicides, de dépendance pourrait-on prévenir, de combien pourrait-on augmenter la diplomation des jeunes au secondaire V et ses bénéfices en santé et en économie pour le Québec?

Je crois qu'il faut redonner un rôle aux collectivités, aux gens du terrain, leur faire confiance pour mobiliser leurs pairs, être inventifs et innovateurs pour atteindre les personnes qui en ont besoin, et solliciter les personnes qui peuvent aider, bénévolement ou non, à l'amélioration des conditions de vie de leur société locale.

Les principaux obstacles que je vois actuellement, sont

- l'hospitalocentrisme,
- la politisation des actions en santé, en environnement, en éducation et ailleurs,
- le lobbyisme des compagnies pharmaceutiques, des compagnies qui fabriquent les instruments, les appareils médicaux,
- l'influence induite des médecins spécialistes qui sont nécessaires et admirables, mais peuvent avoir une vision plus limitée dans les domaines externes à leur intérêt,
- l'influence des syndicats de médecins qui ne peuvent penser des politiques de santé sans éloigner le biais financier des membres qu'ils représentent.

En terminant, je voudrais remercier et saluer le travail important que feront les personnes qui colligeront les réponses et tenteront de les organiser et les bonifier. Je sais que ma vision est un brin utopiste, mais votre demande était un appel à rêver le meilleur pour notre population, particulièrement ceux qui viennent après nous, nos enfants.

Martin Lalinéc-Michaud,  
Médecin de famille, Québec